

L'École et la Méditerranée

éditorial

Le passé

En mai 1881, Camille Jullian, alors membre de l'École, rêve de la création d'une école d'archéologie à Carthage, sans toutefois y croire : « il faudra attendre encore des années... ». Depuis lors, du Palais Farnèse, les regards ne s'arrêtent pas au Janicule. La Blanchère, membre de troisième année, va, quelques semaines plus tard, partir pour Alger, presque dix ans avant Stéphane Gsell, avant de prendre la direction du service des antiquités de Tunisie (1884-1890). Sous l'impulsion de Geffroy, directeur de 1875 à 1882 et de 1888 à 1895, une stratégie méditerranéenne se met en place qui, au fil des décennies, ne se démentira pas, quoiqu'elle connaisse des hauts et des bas ; dès 1884, Geffroy, retiré provisoirement à Paris, manifestait le souci d'aider à la protection du patrimoine de l'Algérie et de la Tunisie : « il faut mettre fin au vandalisme qui, encore aujourd'hui, à notre honte, détruit les restes d'antiquité ou les laisse enlever et vendre en Amérique ». Plus tard, Chatelain, romain entre 1908 et 1911, fut directeur des antiquités dans le Maroc de Lyautey.

Certes tout cela se construit alors dans le contexte du colonialisme triomphant de la III^e République. Il suffit toutefois de penser à la grande figure de Paul-Albert Février, membre de l'École au milieu des années cinquante, et plus récemment d'Yvon Thébert (EFR 1971-1973) et à son engagement en Tunisie, pour se rendre compte que le rapport de l'École avec la Méditerranée ne s'est pas nourri seulement de l'idéologie coloniale ou post-coloniale. Georges Vallet, redynami-

sant la politique scientifique de l'École à partir de 1971, le soulignait nettement, et les mots de « coopération », de « rencontre bilatérale » et de « partenariat » étaient alors nouveaux ; nouvelle aussi l'intervention du directeur de l'École, aux côtés de Fernand Braudel, pour codiriger une série de douze émissions, de 52 minutes chacune, intitulée « Méditerranée » (coproduction FR3, Europe 1, RAI, 1972-1978). Enfin, la participation de l'École à la campagne internationale de l'UNESCO à Carthage était, d'un certain point de vue, une réponse aux espoirs de Camille Jullian, un siècle après.

Vers l'Est, au-delà de la mer Adriatique, les prémices furent plus timides. Zeiller entre 1902 et 1905, puis Colin entre 1920 et 1922, bien oubliés aujourd'hui, furent pourtant pionniers : Zeiller, élève de Duchesne, devint l'historien des premiers siècles chrétiens de l'Illyricum et ouvrit des voies nouvelles en Croatie, tandis que Colin travailla un temps sur la topographie de l'Albanie, où Dumont avait fait une mission dès 1872. C'est l'accord de 1973 avec les autorités de Belgrade qui ouvrit véritablement une phase nouvelle.

La Méditerranée, vue depuis Rome, c'est aussi sa rive Nord, celle de l'Italie méridionale et de la Sicile qui – dès les années 1930 –, fut chère à Jean Bérard, le « farnésien » fils de « l'athénien » Victor Bérard ; un livre, publié dans la *Collection* de l'École, va prochainement rendre justice à cet homme engagé, dont le destin fut brisé prématurément en 1957. Georges Vallet et François Villard à Mégara Hyblaea, près de Syracuse, se montrèrent dès 1949 de dignes héritiers du grand Paolo Orsi ; l'étude des circulations maritimes méditerranéennes à partir de la documentation archéologique fut au cœur de leurs travaux.

Dans le domaine des études byzantines, une autre tradition de recherches méditerranéennes fécondes se développa à partir de Charles Diehl (EFR 1881-1883). En archéologie médiévale, l'École reçut le concours précieux de Jean-Marie Pesez, trop tôt disparu, pour son engagement sur les chantiers de Brucato et de Calathamet, proches de Palerme; elle développa aussi des recherches en Calabre (Scribla, Squillace, Sybaris) et dans les Pouilles (Fiorentino, Vaccarizza). Beaucoup des chercheurs engagés sur ces opérations furent à la fois historiens et archéologues, en des temps où ces deux métiers n'en faisaient qu'un.

Par ailleurs, des historiens passés par l'École firent parler les archives méditerranéennes que ce soient celles de Palerme, de Naples, de Malte, de Gênes, de Raguse, de Venise. Plus récemment, et pour la première fois, un membre de l'École a travaillé à partir des archives de Tripoli (Libye). Un des grands moments de l'action de l'École dans ce domaine fut le programme sur les «Mégapoles», lancé par Claude Nicolet en 1992 et qui a abouti à un livre de référence (*Mégapoles méditerranéennes. Géographie urbaine rétrospective*, MMSH/EFR, Paris, 2000, 1071 p.). Un programme important sur «L'espace, l'homme et le sacré dans les pays méditerranéens» fut conduit par André Vauchez (cf. notamment *Lieux sacrés, lieux de culte, sanctuaires*, Rome, 2000). Enfin, une autre enquête sur *Les sociétés méditerranéennes face au risque*, fut pilotée depuis Madrid par Gérard Chastagnaret, et commence à être publiée; comme «Mégapoles», elle avait l'ambition de tisser des liens entre les Écoles implantées autour de la Méditerranée.

Le présent

L'École a nettement marqué, au cours de ces dernières années, sa volonté d'être présente en Méditerranée centrale, en cohérence avec son histoire et en harmonie avec les stratégies actuelles. Elle a trois opérations en cours au Maghreb (deux en Tunisie, une au Maroc), et quatre au-delà de l'Adriatique (trois en Albanie, une en Croatie) sans compter le chantier d'Aquilée en Italie, tout proche de la frontière slovène, et le projet d'un atlas adriatique avec tous les partenaires des deux rives adriatiques. Dans presque tous les cas, l'École travaille dans le cadre de missions du ministère français des affaires étrangères et européennes, avec des chefs de mission qui sont le plus souvent des membres actuels ou des anciens membres. Ces derniers proviennent des universités et grands établissements français (Collège de France, CNRS, universités d'Aix-Marseille I, Bordeaux III, Lyon II). L'École a des accords avec l'École française d'Athènes en Albanie, et

avec l'Institut de recherches archéologiques préventives (INRAP) pour la participation d'agents de cet institut.

À travers ses chantiers méditerranéens, l'École enquête sur des moments historiques majeurs de l'histoire de la Méditerranée: la phase de l'émigration grecque à Apollonia en Albanie; l'époque du «mare nostrum» romain à Loron en Croatie, à Jebel Oust en Tunisie et à Kouass, au Maroc; le haut Moyen Âge à Sabra/Kairouan (archéologie islamique) en Tunisie mais aussi à Komani et Lehza en Albanie du Nord, près des frontières vers le Montenegro et le Kosovo.

Elle se préoccupe d'être présente sur des sites menacés, hier à Pupput près d'Hammamet, aujourd'hui à Sabra dans les faubourgs de Kairouan; mais aussi à Kouass sur un littoral atlantique en cours d'aménagement. Il faut en effet pouvoir agir plus efficacement dans le domaine de l'archéologie préventive: c'est cette orientation qui s'est imposée à Mégara Hyblaea dès 1970; et c'est dans cet esprit que la convention avec l'INRAP vient d'être renouvelée pour trois ans. Notre génération sera en effet jugée sur sa capacité à adhérer efficacement aux politiques de protection du patrimoine des pays riverains, surtout de la rive Sud mais aussi en Italie et dans les pays du Sud-est européen. Le temps des concessions sur des espaces protégés relève du passé, sauf quand la recherche est le principal moyen de protéger des sites anciennement fouillés et se trouvant au contact de grandes agglomérations urbaines (Carthage près de Tunis, Cumes et Pompéi près de Naples, Ostie près de Rome), de grands complexes industriels (Mégara Hyblaea) ou encore de secteurs touristiques (Pupput). Demain, l'enjeu est de participer à des politiques de formation dans ce domaine qui s'ébauchent timidement, comme en Algérie.

L'École publie les résultats de ses travaux dans douze séries de sa *Collection* en coédition avec les institutions partenaires: ainsi pour Bulla Regia, Carthage/Byrsa, Haïdra, Sidi Jdidi, Mactar, Pupput (Tunisie), Apollonia (Albanie), Salona (Croatie), Thamusida et Zilil (Maroc), Caričin Grad et Sirmium (Serbie); en outre treize fascicules de l'Atlas préhistorique de la Tunisie ont été publiés.

En Italie méridionale et en Sicile, son engagement n'a pas faibli avec les chantiers de Tricarico (Basilicate) et de Mégara Hyblaea (Sicile orientale) qui se poursuivent, avec l'archéologie médiévale toujours présente en Sicile occidentale (Cefala Diana), et surtout le relais efficace du partenariat du Centre Jean Bérard de Naples en Campanie (Cumes, Paestum, Pompéi). Enfin, dans le Latium, Ostie reste un laboratoire de terrain largement ouvert sur des problématiques méditerranéennes.

Par delà l'archéologie, le contrat quadriennal 2004-2007 avait mis en place deux programmes essentiels dans une perspective méditerranéenne : l'un intitulé précisément : « Italie et Méditerranée » ; l'autre, « Territoires, identités, frontières ». Ils sont toujours présents dans l'actuel contrat 2008-2011.

Dans le domaine des études historiques et des sciences sociales, il s'est agi de montrer que l'École disposait d'une grande capacité de développement sur les rivages méditerranéens si elle savait faire autre chose que de l'archéologie. De là, l'adhésion au réseau européen RAMSES qui a permis notamment des études sur les lieux de stockage en Méditerranée à travers les siècles et sur l'urbanisation des littoraux ; une enquête a été ébauchée sur la Maremme toscane, et des tables rondes sur l'urbanisation des littoraux et la défense des espaces ouverts ont été organisées ou sont en préparation à Aix, Athènes, Bari, Madrid et Rome avec nos partenaires.

Les littoraux sont en effet des espaces fragiles mais qui ont toujours eu dans l'histoire un rôle essentiel pour la vie de la Méditerranée, dès lors que les hommes ont pu l'emporter sur la malaria. On pourrait dire sans excès que l'histoire de la Méditerranée s'est faite sur les rivages et dans les villes, celles-ci pouvant être en retrait, avantage que Thucydide, Platon et Cicéron reconnaissent déjà, et qui fut utilisé par Athènes, et par les villes étrusques, suivies par Rome.

L'École a récemment participé (8-19 novembre 2008) à une quinzaine méditerranéenne (*Quale Mare Nostrum oggi ?*) organisée à l'initiative de l'Ambassade de France en Italie. De même, elle a pris sa place en septembre 2009 dans un consortium de sciences humaines formé de 35 instituts ou centres de recherche qui ont répondu ensemble à un Atelier de recherche prospective (ARP) proposé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) avec précisément comme objet les partenariats sur la Méditerranée, en liaison avec le CNRS.

Le futur

La Méditerranée, dans son histoire, a rencontré beaucoup des grandes questions de société qui sont aujourd'hui au premier plan de l'actualité. Comment les sociétés riveraines ont-elles affronté et maîtrisé les flux migratoires, en en faisant une force de construction culturelle et politique avec pour résultat majeur la fondation des premières villes méditerranéennes, nées des émigrations ? Comment les flux touristiques peuvent-ils devenir des leviers de développement, tout en permettant une valorisation et non une dégradation

du patrimoine ? Comment les identités culturelles se sont-elles renouvelées en permanence pour trouver un point d'équilibre créatif ?

L'archéologie, l'histoire et les sciences sociales peuvent participer directement à la mise en œuvre de politiques concrètes tout en étant inscrites dans le moyen et le long terme, c'est-à-dire dans une perspective de croissance contrôlée ; elles permettent – par la prise en compte des leçons du passé – d'éviter des à-coups dévastateurs, tels que l'industrialisation sauvage des années cinquante sur les rivages du sud de l'Italie et de la Sicile.

Héritiers mais aussi acteurs de cette longue histoire, il nous revient dans le contexte d'aujourd'hui de nous appuyer sur cette relation pour construire les fondements d'un nouveau partenariat.

L'avenir à n'en pas douter est dans les approches transversales qui vont des enquêtes géomorphologiques et archéologiques à l'étude globale des écosystèmes et aux sciences sociales, en prenant un territoire donné avec toutes ses richesses, toutes ses composantes, toutes ses potentialités. Les partenariats avec les collectivités territoriales sont un grand enjeu pour l'avenir. Il faut convaincre nos interlocuteurs de l'utilité de la recherche « en territoire » et convaincre ceux qui nous considèrent encore comme des érudits détachés des réalités d'aujourd'hui. À nous de montrer que le savoir érudit, au-delà de sa raison d'être pour l'avancée des connaissances, peut être utile pour contribuer à résoudre les problèmes de notre temps.

La question du patrimoine méditerranéen doit être au cœur des stratégies des politiques publiques méditerranéennes. J'entends par là, non seulement le patrimoine archéologique, monumental ou artistique mais le patrimoine constitué par toutes les interventions de l'homme sur l'espace naturel : les paysages comme le patrimoine industriel ou urbain, sans oublier évidemment le patrimoine maritime (cf. *Archeomed*, programme européen en cours) ni le patrimoine immatériel.

Sur ces bases, le monde méditerranéen apparaît comme l'un des grands réservoirs patrimoniaux du monde. Il faut y voir le résultat de conditions naturelles (climatiques notamment) et historiques mais ne pas en conclure son immobilisme, alors qu'il évolue sans cesse. Dans les débats actuels sur le coût de ce patrimoine, il faut savoir que celui-ci est de plus en plus considéré par les économistes comme une ressource alors que des débats – mal intentionnés ou simplement mal informés – veulent le faire apparaître comme une charge et comme un risque. Certes, pour bien utiliser ce patrimoine, pourvoyeur potentiel d'emplois et de recettes, il faut d'abord l'étudier

pour pouvoir le connaître, le protéger et l'entretenir, ce qui n'est pas un coût mais un investissement.

Un autre volet, essentiel lui aussi, est celui des sociétés contemporaines et des fondements de leurs identités culturelles. Implantée à Rome, liée depuis son origine à l'exploitation des archives vaticanes, l'École ne saurait se désintéresser des grands débats sur le fait religieux autour de la Méditerranée. Elle a soutenu et accueilli, il y a quelques mois (mai 2009), une rencontre sur l'essor de la société civile dans le monde musulman contemporain. Travaillant depuis toujours sur le Maghreb et la Sicile, demain peut-être en Bosnie Herzégovine et au Kosovo, elle sait l'importance des passages culturels, notamment au Moyen Âge et à l'époque moderne. Elle a financé dans un passé récent le séjour de membres attentifs à ces problématiques, et vient de faire un nouveau recrutement (septembre 2009) pour étudier la place de l'orientalisme savant en Italie aux XVII^e et XVIII^e siècles. Elle a enfin sous presse un volume collectif dont le titre est évocateur : *Maghreb-Italie : des passeurs médiévaux à l'orientalisme moderne*.

En liaison avec les phénomènes de société et de religion, et au lieu géométrique de leur croisement et de leurs interférences, les rituels permettent de saisir les codes selon lesquels nos sociétés, par delà leurs spécificités, fonctionnent en cohérence. La Méditerranée, tout au long de son histoire, a laissé une grande place aux mythes, aux symboles, aux coutumes, aux comportements. Dans un monde où la norme cherche à régler les traditions et les usages, il est bon de ne pas oublier le rôle des rituels et de savoir les analyser. Dans cet effort, la longue durée, revient – aux côtés de la transdisciplinarité – par la grande porte même si on aurait tort de voir une Méditerranée des rituels immobile : les cycles que l'on entrevoit se déroulent plutôt comme des spirales qui intègrent sans cesse de nouveaux paramètres. En contrepoint, les rituels permettent de rappeler le rôle de la « micro-histoire » et de l'insertion profonde dans le territoire qui donne son cadre et son sceau à chaque pratique. Cette approche a donc aussi le mérite d'explorer les divers recoins du monde méditerranéen et d'éviter une prise en compte d'une Méditerranée qui ne serait que celle, braudélienne, des grandes et lentes oscillations historiques. La « chair » de la Méditerranée est ailleurs.

Conclusion

Une école méditerranéenne de recherche en sciences humaines et sociales comme l'École française de Rome se trouve admirablement placée – par la géographie

comme par l'histoire – pour être dans l'avenir l'un des acteurs importants pouvant contribuer à une dynamique intellectuelle méditerranéenne.

Les missions de l'École la conduisent à travailler sur une portion de l'espace méditerranéen, de la Slovénie au Maroc en passant par l'Italie et la Tunisie. Ce faisant, elle n'oublie nullement qu'il est nécessaire de croiser son action avec celles des autres institutions, notamment françaises, qui œuvrent sur d'autres secteurs de la Méditerranée. Elle renforce ses liens, déjà étroits, avec les autres Écoles implantées à Athènes, au Caire, à Madrid. Elle s'appuie fortement sur le Centre Jean Bérard de Naples, unité de service et de recherche avec le CNRS, qui a son équivalent à Alexandrie. Elle veut davantage échanger avec les instituts se trouvant plus au Sud, à Rabat comme à Tunis et plus à l'Est, à Damas comme à Istanbul.

Ici, sur les bords de la Méditerranée, se joue une partie de l'avenir des sciences humaines et sociales. Sans rien renier, il nous est possible de montrer la plus-value de nos travaux. C'est déjà ce que demandait à ses membres le directeur de l'École française de Rome à la fin du XIX^e siècle quand il les encourageait à continuer leur carrière sur la rive Sud de la Méditerranée : ce que fit La Blanchère, on l'a dit au début de ce texte ; il mourra en 1896 de la malaria contractée dans les marais pontins qu'il avait étudiés avec passion vingt ans avant, symbole du chercheur engagé pour l'histoire de la Méditerranée.

« Il n'y a d'échanges que dans la réciprocité » aimait dire et écrire Georges Vallet. Aujourd'hui plus qu'hier la remarque apparaît comme un point central pour la définition croisée des politiques publiques méditerranéennes ; et la plupart de nos partenaires, parmi les meilleurs, ont depuis longtemps montré leur défiance vis-à-vis de tout ce qui pourrait apparaître comme de l'assistanat. Dans cette logique, Vallet ajoutait que « les relations culturelles supposent autre chose qu'une diffusion de sa propre culture ». Il pensait, ce faisant, à la Méditerranée, « toile de fond », de l'action de l'École française de Rome.

Au terme de la rénovation de son site de Piazza Navona (cf. la *Lettre* précédente), l'École a désormais un outil qui lui permet d'accueillir pour des séjours de recherche (de un à trois mois notamment) des chercheurs de la rive Sud qui pourront ainsi travailler dans de bonnes conditions avec un accès facile à toutes les ressources documentaires actuellement disponibles dans une ville où tous les pays européens possèdent un institut de recherche.

Michel Gras

Directeur de l'École française de Rome

Les grands rapports

Le 14 novembre 1991, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, confiait à Robert Ilbert, professeur à l'Université de Provence, un rapport sur «**Les études méditerranéennes**». L'objectif était d'établir un état des lieux à partir de l'engagement des différentes institutions concernées, d'analyser les programmes de recherche en cours et d'étudier la possibilité de créer un réseau. Six mois plus tard le rapport était remis : il reste encore aujourd'hui un outil d'analyse indispensable. La Maison méditerranéenne des sciences de l'homme d'Aix-en-Provence, soutenue dès le départ par l'Université de Provence et le CNRS, est née dans ce contexte.

Le 25 août 1999, Vincent Courtillot, directeur de la recherche au ministère de l'Éducation nationale, de

la recherche et de la technologie, demandait à Rémy Leveau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, un rapport sur «**Les études balkaniques**». Remis en janvier 2001, ce document fait un état des lieux (avec la liste des thèses soutenues et des thèses en cours) et formule des propositions dans un domaine en général peu connu des non spécialistes, et qui est devenu, pour des raisons géopolitiques connues, un secteur méditerranéen de première importance.

Le 15 avril 2009, Bruno Laurioux, directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS et Michel Gras ont chargé Frank Braemer, directeur de recherche au CNRS mis à disposition de l'EFR d'élaborer un rapport sur «La situation internationale de l'archéologie en Méditerranée» (*infra*).

La situation internationale de l'archéologie en Méditerranée : évolutions et perspectives

Frank Braemer

Si la Méditerranée n'est pas un objet d'étude unique et homogène, pas plus en archéologie que dans les autres sciences humaines, les pays qui l'entourent forment assurément un champ géographique privilégié de la recherche archéologique sur lequel se concentre une part très importante de la recherche internationale. Or les chercheurs et les institutions de recherche n'ont le plus souvent qu'une vision partielle de ce champ de recherche : on voit la Méditerranée depuis Aix-en-Provence, Rome, Athènes ou Tunis, dans ses composantes régionales Balkans, Maghreb, Mashreq, Turquie, Méditerranée occidentale et orientale, etc., et peu de manière globale.

Les enjeux majeurs de la recherche archéologique aujourd'hui sont bien connus, et sont identiques tout autour de la Méditerranée (comme dans le monde !) : le développement économique et l'aménagement plus ou moins contrôlé des territoires urbains, littoraux, agricoles sont à la fois source d'un renouvellement extraordinaire de nos connaissances archéologiques par la multiplication des découvertes fortuites ou prévisibles, et facteur de destruction massive de ces données. Constituer les corpus de données scientifiques renouvelés sur lesquels travailleront les générations futures est un impératif absolu ; or, comme dans l'Europe de la fin du 19^e siècle, ces données sont majoritairement issues de l'archéologie aujourd'hui dite «préventive».

Ces données souvent fragmentées sont remises en contexte par des actions de recherche programmée établissant de nouvelles références. Seule la connaissance partielle préalable, assemblée dans des inventaires du patrimoine, permet une prévision et donc une véritable archéologie préventive. L'accès aux données de fouille primaires, leur traitement et leur préservation, la maîtrise des informations issues d'un nombre d'opérations toujours croissant sont parmi les responsabilités majeures des institutions de recherche en archéologie.

L'élaboration d'une politique scientifique de moyen terme qui permette de concevoir des thématiques et des enjeux de recherche renouvelés, tout en faisant évoluer nos cadres de travail, encore largement hérités du milieu du XX^e siècle, souffre d'un manque de vision de ces questions à l'échelle de la Méditerranée. La mission a pour objectif d'élargir le cadre franco-français d'analyse et de réflexion, en concentrant le recueil d'informations et d'avis sur l'ensemble des dispositifs de recherche archéologique mis en œuvre autour de la Méditerranée.

On adoptera le point de vue des chercheurs, provenant de pays le plus souvent européens et du «monde occidental», choisissant un terrain d'étude dans un pays de la Méditerranée, et on définira les différentes stratégies institutionnelles (financements, instituts à l'étranger, partenariats, etc.) élaborées par les pays demandeurs. Il est également indispensable d'avoir une bonne vision des

stratégies de chercheurs des pays méditerranéens voulant travailler sur leur propre pays en souhaitant, ou non, une collaboration avec des équipes étrangères. L'organisation de la recherche dans le cadre universitaire ou bien dans le cadre des ministères de la culture et des collectivités territoriales évolue ainsi que les règlements : les conditions de la pratique changent. Les thèmes de recherche émergents dans les différents pays changent également. Les partenariats qui régissent les opérations archéologiques à l'étranger sont encore majoritairement bi-

latéraux, mais l'Europe, ses moyens de financement, ses réseaux de recherche, et ses initiatives politiques (Processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée), change la donne et oblige à concevoir un fonctionnement européen pour la plupart de nos systèmes de recherche.

Il est donc important de bien comprendre comment les autres pays intègrent cette nouvelle donne et de pouvoir brosser un tableau de ces questions à l'échelle de la Méditerranée.

Derniers ouvrages publiés par l'École sur la Méditerranée

Y. Modéran, *Les Maures et l'Afrique romaine (IV^e-VII^e siècle)*, Rome, 2003.

A. Brogini, *Malte, frontière de la chrétienté (1530-1670)*, Rome, 2006.

D. Valerian, *Bougie. Port maghrébin, 1067-1510*, Rome, 2006.

Ph. Gourdin, *Tabarka. Histoire et archéologie d'un préside espagnol et d'un comptoir génois en terre africaine (XV^e-XVII^e siècle)*, Rome, 2008.

G.L. Borghese, *Carlo I d'Angiò. Politica, diplomazia e commercio internazionale prima dei Vespri*, Rome, 2008.

Le commerce des captifs. Les intermédiaires dans l'échange et le rachat des prisonniers en Méditerranée, XV-XVIII^e siècle, études réunies par Wolfgang Kaiser, Rome, 2008.

et au Centre Jean Bérard de Naples ...

Comunicare la memoria del Mediterraneo. Strumenti, esperienze e progetti di valorizzazione del patrimonio culturale marittimo, a cura di Francesco

Gravina, collection du Centre Jean Bérard, 24, Naples/Aix-en-Provence, Centre Jean Bérard/Centre Camille Jullian, 2007.

Directeur de la publication : Michel Gras
Composition : Hélène Franchi
Imprimerie : Scuola Tipografica S. Pio X
ISSN 1826-8226 • Parution : octobre 2009
Ce numéro a été imprimé à 2.000 exemplaires

BILANS, ÉCHANGES, PROJETS

La *lettre* de l'École française de Rome

École française de Rome

Direction :

Piazza Farnese, 67 - (I) 00186 ROMA
Tél : (0039) 06 68 60 13 33 • Télécopie : (0039) 06 687 48 34

Administration :

Piazza Navona, 62 - (I) 00186 ROMA
Tél : (0039) 06 68 42 90 01 • Télécopie : (0039) 06 68 42 90 50

Courriel : direction@efrome.it
Site internet : <http://www.efrome.it>